

Addenda au mémoire de Germain Chabot

En conclusion

J'appuie la proposition de création d'une réserve de biodiversité au Massif du Sud tel que proposée par Nature Québec et le RésEAU des montagnes.

Je demande

Qu'aucune éolienne ne soit installée à moins de 1,5 km de l'emplacement du chalet dont il est question dans mon mémoire.

Que les éoliennes A62, A63, B64 et B65 soient relocalisées pour respecter une distance de 1,5 km par rapport à la ligne du lot 19, rang 14, qui est ma propriété.

Articles en référence à la présentation du mémoire de Germain Chabot le 26 janvier 2011.

Publié le 09 juillet 2010 à 05h00 | Mis à jour le 09 juillet 2010 à 09h32

Hydro nage dans les surplus... d'énergie



Michel Corbeil
Le Soleil



Le chef des relations avec les médias pour Hydro, Marc-Brian Chamberland, a suggéré qu'il ne faut pas s'emballer avec les données. Les projections reflètent le «scénario moyen». Elles ne peuvent tenir compte d'une «récession, d'un boum économique» ou de changements climatiques.
Infographie Le Soleil

(Québec) Hydro-Québec affichera des surplus d'énergie au cours des 13 prochaines années. Corollaire de cette situation, la société d'État paiera encore une petite fortune, en 2011, pour que la centrale thermique de Bécancour ne produise pas d'électricité...

Des documents déposés devant la Régie de l'énergie confirment l'ampleur des excédents. *Le Soleil* les a consultés au moment où Hydro affirme son intention d'ajouter de forts volumes à sa banque d'énergie, en signant des nouveaux contrats pour de petites centrales hydroélectriques et des parcs éoliens.

Le 15 juin, Hydro a adressé une requête à la Régie pour suspendre «la production

d'électricité de la centrale Bécancour pour l'année 2011». Ce n'est pas une décision surprenante. Les installations, dont la capacité de production est de 507 MW, n'ont pas tourné depuis 2007.

La centrale, située sur la rive sud du Saint-Laurent, près de Trois-Rivières, appartient à TransCanada Energy. Hydro doit dédommager la firme albertaine en raison d'un contrat qui les lie pour 20 ans.

En 2008, Hydro a versé à TCE 150,2 millions \$; en 2009, 157,9 millions \$; en 2010, 136,9 millions \$. Il n'a pas été possible de connaître le montant pour 2011.

La paralysie de la centrale de Bécancour se comprend en consultant des chiffres déposés, en mars. De 2010 à 2023, année après année, la société d'État s'attend à ce que son offre d'énergie dépasse la demande. En fait, ces dépassements s'étendraient jusqu'en 2027 si Hydro n'avait pas différé l'achat de certaines quantités d'énergie.

Les surplus n'existeraient pas si les programmes pour les petites centrales et les parcs éoliens relevant des élus municipaux ou de leaders autochtones n'avaient pas été mis de l'avant. Ils représentent un ajout de 650? mégawatts à un parc de production qui en totalise 44 000 MW.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande risque de s'accroître. Le tableau esquissé par Hydro omet de prendre en compte les projets de grandes centrales. À eux seuls, les quatre barrages sur la Romaine, en chantier, généreront 1550 MW, d'ici la fin de la décennie. C'est sans compter les projets en gestation pour le Plan Nord.

Le chef des relations avec les médias pour Hydro, Marc-Brian Chamberland, a suggéré qu'il ne faut pas s'emballer avec les données. Les projections reflètent le «scénario moyen». Elles ne peuvent tenir compte d'une «récession, d'un boum économique» ou de changements climatiques. Les surplus prévus, en ce moment, a-t-il ajouté, découlent «d'une crise économique que personne n'avait prévue, il y a trois ans».

La semaine dernière, la ministre Nathalie Normandeau (Ressources naturelles) a indiqué que l'énergie des minicentrales n'était pas nécessaire au portefeuille énergétique d'Hydro. Les projets se justifient par les retombées économiques dans les régions qui les accueillent, selon elle.

Recommander 14 personnes recommandent ça.

publicité

Annonces Google

Chauffage géothermique

Bénéficiez de l'énergie gratuite et naturelle de la géothermie.
Pretech.qc.ca/Geothermie

Véhicules plus économes

Visitez le nouveau site de cotes de consommation de carburant.
Chryslercanada.ca

Yoga Est de l'île

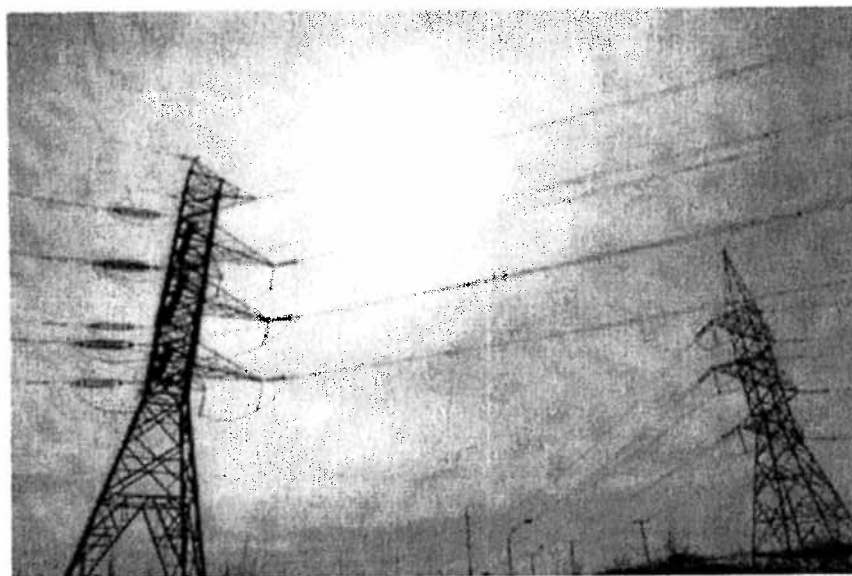
Meilleur Yoga dans le Est de l'île 50 à 90% de rabais. Inscrivez-vous!
www.tuango.ca/Yoga

© 2000-2011 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

- http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/economie/energie-et-ressources/201101/14/01-4360018-le-prix-de-lelectricite-baisse-au-vermont-grace-a-hydro.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=envoyer_lpa

Le prix de l'électricité baisse au Vermont grâce à Hydro

Publié le 14 janvier 2011 à 07h24 | Mis à jour le 14 janvier 2011 à 07h24



Agrandir

Photo: Ivanoh Demers, La Presse

Les clients américains d'Hydro-Québec sont ravis des termes favorables d'un contrat de 225 mégawatts d'énergie qui sera en vigueur de 2012 à 2038.



Hélène Baril

La Presse

(Montréal) Le prix de départ du contrat de 26 ans conclu par Hydro-Québec avec le Vermont est de 5,8 cents le kilowattheure, soit 12% de moins que le prix en vigueur pour la dernière année de l'ancien contrat entre les deux parties.

C'est ce que révèlent les documents déposés hier par les acheteurs, Central Vermont Public Service et Green Mountain Power, auprès des autorités réglementaires de l'État.

Les clients américains d'Hydro-Québec se sont réjouis des termes favorables de ce contrat de 225 mégawatts d'énergie qui sera en vigueur de 2012 à 2038.

Le nouveau prix de l'électricité est non seulement inférieur à celui du contrat qu'il remplace, mais il protégera aussi les consommateurs du Vermont des fluctuations du prix de l'énergie sur le marché, soulignent les acheteurs dans un communiqué.

Ce qui veut dire que les probabilités qu'Hydro-Québec reçoive un prix plus élevé pendant la durée du contrat sont faibles, estime Jean-Thomas Bernard, professeur à l'Université Laval et spécialiste en énergie.

«Les probabilités qu'on sorte gagnant de ça sont nulles», croit-il.

Quand l'entente de principe a été conclue entre le Vermont et Hydro-Québec, en mars dernier, le professeur avait estimé le prix de vente à 4,5 cents le kilowattheure. Hydro avait vigoureusement nié ce chiffre, en assurant que le prix obtenu était beaucoup plus élevé que 4,5 cents.

À 5,8 cents le kilowattheure, le prix de départ du contrat est effectivement plus élevé, mais il reste beaucoup plus bas que ce qu'il en coûte pour construire de nouvelles centrales, soit autour de 10 cents le kilowattheure.

Il est aussi beaucoup plus bas que ce qu'accepte de payer Hydro-Québec pour acheter de l'énergie éolienne (13,3 cents) ou de l'hydroélectricité des producteurs privés (7,5 cents).


À 5,8 cents, le prix de vente consenti au Vermont est même moins élevé que ce que paient les Québécois, soit un peu plus que 7 cents le kilowattheure.

Ce n'est pas avec ce genre de contrats que le Québec s'enrichira, a commenté hier Jean-Thomas Bernard. «C'est de mauvais augure pour les autres contrats à long terme qui sont en négociations», a-t-il dit.

Après avoir été délaissés pendant plus de 20 ans, les contrats d'achat d'électricité à long terme redeviennent populaires. En plus du contrat conclu avec le Vermont, Hydro-Québec négocie avec l'Ontario et l'État de New York d'autres ententes d'approvisionnement de longue durée.

Les prix à l'exportation qu'Hydro peut obtenir sont liés au prix du gaz naturel, la source d'énergie concurrente pour produire de l'électricité sur les marchés du nord-est des États-Unis.

Le prix du gaz naturel, actuellement très bas, devrait rester bas à moyen terme, prévoit le ministère américain de l'Énergie.

 Pour consulter notre nouvelle collection de cartes de souhaits corporatives, cliquez ici.

cyber
presses
Robillard



lapresseaffaires cyberpresse.ca

Hausses des tarifs: Vandal laisse les politiciens décider

Publié le 06 octobre 2009 à 13h43 | Mis à jour à 18h41



Alexandre Robillard

La Presse Canadienne
Québec

Photo: Ivanoh Demers, La Presse
Thierry Vandal, PDG d'Hydro-Québec

Le président-directeur général d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, laisse aux politiciens le soin de décider si les tarifs d'électricité de la société d'Etat doivent être augmentés.

Contrairement à son prédécesseur, André Caillé, qui privilégiait une hausse des tarifs préférentiels dont les Québécois profitent pour des raisons historiques, M. Vandal n'a pas voulu se prononcer sur l'opportunité d'une telle mesure.

Lors d'un point de presse en marge de l'étude du plan stratégique d'Hydro-Québec, mardi à l'Assemblée nationale, M. Vandal a assuré que l'entreprise n'étudiait actuellement aucun scénario de hausse tarifaire et que ses prévisions sont établies à partir des cadres réglementaire et législatif actuels.

M. Vandal a ajouté que la société d'Etat ne participait pas à la réflexion qui pourrait mener le gouvernement à augmenter les tarifs du bloc patrimonial.

«Hydro-Québec n'est pas partie de ce débat-là, a-t-il dit. C'est un débat qui doit se faire, notamment entre les parlementaires et, je crois, au niveau de la population. On soumet ici un plan stratégique qui est fondé sur le cadre législatif et réglementaire en place, qui prévoit un bloc patrimonial à un prix de 2,79 cents.»

Dans son édition de mardi, *La Presse* a rapporté que le gouvernement et Hydro-Québec s'échangent actuellement des scénarios de hausses des tarifs du bloc patrimonial, qui sont actuellement gelés à 2,79 cents le kWh, soit moins que sur les marchés d'exportation.

La semaine dernière, le premier ministre Jean Charest n'avait pas exclu cette possibilité, qui s'inscrirait dans le plan de rétablissement de l'équilibre budgétaire.

Le plan stratégique d'Hydro-Québec pour 2009-2013, étudié en commission parlementaire jusqu'à mercredi, indique toutefois que le gouvernement devra compter sur des redevances moins importantes du géant de l'hydroélectricité.

Selon le document, déposé en juillet dernier, son bénéfice net diminuera de 2,7 milliards \$ en 2009, à 2,4 milliards \$ pour chacune des années suivantes jusqu'en 2013.

Durant la même période, le dividende versé au gouvernement, qui cherche un moyen de rétablir l'équilibre des finances publiques, passera de 2,25 milliards \$ à 1,65 milliard \$.

De 2009 à 2013, le rendement de la société d'Etat diminuera en raison du ralentissement de l'économie au Québec, de la faiblesse du prix du gaz naturel et de la vigueur du dollar canadien.

Malgré des coûts de production qui vont croissant pour tous ses nouveaux projets, tels que le complexe en construction sur la rivière Romaine, l'entreprise veut développer davantage ses exportations, grâce à des interconnexions avec l'Ontario et les Etats-Unis.

Dès le début des travaux de la commission, mardi, M. Vandal s'est retrouvé sur le grill de l'opposition, en raison des dons controversés d'Hydro-Québec à des écoles privées, une situation qui a incité la société d'Etat à revoir ses politiques en matière de philanthropie.

THE GAZETTE, 15 janvier 2011,

Hydro-Québec cuts price for Year 1 of Vermont deal

Contract profitable, generator says

LYNN MOORE
THE GAZETTE

Hydro-Québec will get 12 per cent less for power exports to Vermont under a new contract, at least for the first year of a 26-year deal, according to the Vermont utilities.

Central Vermont Public Service and Green Mountain Power submitted the power contract to Vermont regulators this week. Hearings begin Wednesday.

In a joint news release, the utilities said the starting price for the power under the new contract "is about 12 per cent lower than the existing contract's expected 2012 price."

The starting price is \$58.07 U.S. per megawatt-hour, according to the information

filed with the Vermont regulator and the utilities' statement.

"We are extremely pleased with the deal we negotiated and with the starting price we will pay," CAPS president Bob Young and GMP president Mary Powell said in a joint statement.

The existing contract between Hydro-Québec and the Vermont utilities phases out over the next five years.

Under the new agreement, Vermont utilities will purchase up to 225 megawatts of energy, starting in November 2012 and ending in 2038.

The agreement includes a price-smoothing mechanism that will help shield Vermont customers from volatile market prices, the utilities said.

Vermont is Hydro-Québec's largest long-term power customer outside the province.

At the deal-signing ceremony in Vermont last August, reporters were told that

the final price for delivery of the power would be set in December 2010.

Although the details of the contract were not made public, Hydro-Québec president and CEO Thierry Vandal said that the initial price in 2012 would be the same price Vermont paid then, 6 cents a kilowatt hour, or \$60 a megawatt hour.

Reached for comment late yesterday, a Hydro-Québec spokeswoman said that "there is no doubt the new contract will be profitable for Hydro-Québec."

The price cited by the Vermont utilities is "just the price for the starting year," Ariane Conner said.

The price-smoothing mechanism in the contract also serves to protect Hydro-Québec from price volatility, said Conner, who described it as a "win-win" vehicle.

lmoore@
montrealgazette.com

Publié le 21 avril 2010



Alain Dubuc, collaboration spéciale La Presse

Un des grands rêves du gouvernement Charest, est de faire du Québec «une puissance nord-américaine des énergies propres». C'est déjà largement le cas, puisque le Québec est le quatrième producteur d'hydroélectricité au monde, et qu'il a de l'énergie à revendre pour ses voisins nord-américains.

Mais le rêve était au pluriel. Parce qu'on voulait inclure une autre forme d'énergie où le Québec voulait être une puissance: l'éolien. C'est un cas d'enflure verbale dont le Québec a le secret. Ça n'arrivera pas: l'Ontario et la Colombie-Britannique nous déclassent déjà. Et de toute façon, il ne fallait pas que ça arrive. Il n'y a pas de logique à ce que le Québec investisse suffisamment dans l'éolien pour en devenir une puissance.

Dans sa chronique d'hier, Pierre Foglia parlait des promoteurs qui rôdent pas loin de chez lui pour planter dans le paysage des éoliennes dont les gens ne veulent pas. C'est ce qui m'a donné l'idée d'écrire celle-ci. À qui la faute? D'où vient la fièvre éolienne? C'est une espèce d'élan collectif, amorcé par un rêve écologiste, repris par un gouvernement qui voulait se verdir, sous les applaudissements d'une population séduite par une énergie propre et sans douleur. Quelques années plus tard, le rêve a frappé deux murs.

Le premier, c'est celui du réel. Un parc d'éoliennes, c'est gros, c'est bruyant, ça magane le paysage. L'idée, si charmante vue du Plateau, l'est beaucoup moins quand ça arrive près de chez vous. Les mouvements d'opposition aux éoliennes ne sont pas des batailles téléguidées par des militants environnementaux. Mais un réflexe des gens pour préserver leur qualité de vie.

L'autre mur est économique. L'éolien est propre, n'émet pas de GES, mais c'est irrégulier: pas de vent, pas de mégawatts. Il faut donc d'autres formes d'énergies pour compenser, ce qui limite sa place dans un réseau. Et surtout, c'est assez cher. En 2005, Hydro a payé 10,5 cents le kilowattheure (kWh). Mais l'explosion de la demande porte maintenant le prix à 13-14 cents, quand nos grands projets hydrauliques en construction coûteront 10 cents.

Il y a quand même une logique à investir dans l'éolien, parce que ça affecte beaucoup moins l'environnement que les grandes centrales, que cela joue un rôle d'appoint utile

dans un réseau hydroélectrique, à condition que le prix soit correct et qu'on trouve des endroits acceptables pour les installer. À cela s'ajoutent des raisons politiques. Le virage éolien a permis de faire accepter les barrages, il a amélioré l'image du gouvernement et il a permis de créer des jobs subventionnés en région.

Si ce n'est pas une panacée, pourquoi d'autres le font-ils? Parce qu'ils n'ont pas le choix. L'Ontario, par exemple, vient d'injecter 15 milliards dans l'éolien parce qu'elle produit 20% de son électricité avec du charbon. Pour réduire ses GES, faute d'hydroélectricité, elle est prête à payer le vent à prix fort, 13,5 cents le kWh. Cette logique ne tient pas ici.

Mais ce qui est plus fou, c'est le mythe voulant que nous puissions exporter cette énergie. Pourquoi les Américains en achèteraient-ils, quand ils peuvent en produire et qu'ils voudront des retombées économiques chez eux? Et pourquoi le Québec voudrait-il leur en vendre? Avec un prix d'exportation est de 9-10 cents le kWh les bonnes années, et de 5 cents l'an dernier, c'est surtout une façon de perdre de l'argent.

L'éolien est une bonne chose, au bon prix et au bon endroit. Mais il y a d'autres façons d'être verts. D'abord en investissant dans l'énergie la plus propre de toutes, les économies. Et ensuite, en cessant d'avoir honte de notre hydroélectricité. Il faudrait arrêter de se cacher derrière des hélices.